



HAL
open science

GRSG - Groupe de recherche sécurité et gouvernance

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. GRSG - Groupe de recherche sécurité et gouvernance. 2010, Université Toulouse 1 Capitole - UT1. hceres-02032323

HAL Id: hceres-02032323

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032323>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur
l'unité :

Groupe de recherche sécurité et gouvernance (EA
4176)

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université Toulouse 1

Juin 2010



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

Groupe de recherche sécurité et gouvernance (EA
4176)

sous tutelle des établissements et
organismes :

Université Toulouse 1

Le Président
de l'AERES

Jean-François Dhainaut

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Juin 2010



Unité

Nom de l'unité : Groupe de recherche sécurité et gouvernance (EA 4176)

Label demandé : EA

N° si renouvellement : EA 4176

Nom du directeur : M. Michel-Louis MARTIN

Membres du comité d'experts

Président :

M. Vincent DUBOIS, IEP Strasbourg

Experts :

M. Philippe ALDRIN, Université de Nice

M. Yves BUCHET de Neuilly, science politique, Lille 2

M. Fabien JOBARD, CNRS, CESDIP

Expert(s) proposés par des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

Mme Sylvie STRUDEL, Université de Tours, représentante CNU 04.

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Jacques DE MAILLARD, Université de Rouen

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Hugues KENFACK, VP du conseil scientifique, Toulouse 1.



Rapport

1 • Introduction

- Date et déroulement de la visite :

La visite a lieu le 12 janvier 2010 entre 14 et 17h15 (suivi par un huis clos d'une heure trente). La première session est l'occasion d'entendre le directeur du GRSG, en présence du vice-président à la recherche de l'Université Toulouse 1. Au cours de la seconde session trois membres de l'équipe sont présents en plus du directeur. Celui-ci regrette l'absence des membres provenant de l'Université de Bordeaux. La responsable de l'une des anciennes équipes fusionnées (le Centre de droit pénal international et d'analyse des conflits) avait au préalable signifié au comité son refus de participer à la réunion, arguant d'un désaccord avec la manière dont la rencontre avait été préparée par le directeur du GRSG. La troisième session a permis de rencontrer quinze doctorants de l'équipe.

Les documents transmis étaient parfois lacunaires ou évasifs (16 p. pour le bilan, dont 1/2 pour le bilan scientifique, 4 p. pour le projet). Le comité n'avait pas été destinataire des fiches individuelles, qui ont été remises le jour même (pas en totalité cependant). Un rapport séparé a été transmis le jour de la visite par la responsable du CDIPIAC.

- Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

Le GRSG a été créé en 2006 à l'occasion du précédent contrat quadriennal. Il est le produit de la fusion de trois équipes toulousaines : le Centre Morris Janowitz, centré sur les questions de défense et de relations internationales, le Centre de recherche sur la police, centré sur les questions de sécurité intérieure, et le Centre de droit pénal international et d'analyse des conflits.

Cette fusion visait à regrouper des chercheurs travaillant sur les questions de sécurité au sens large du terme. Elle n'était pas souhaitée par les anciennes équipes, qui pour l'essentiel continuent de fonctionner de manière séparée et de constituer le cadre de travail et l'identité scientifique collective des chercheurs comme des doctorants.

- Equipe de Direction :

Il existe un comité de direction dont les réunions sont épisodiques et irrégulières.



- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	16	14
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	0	0
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité)	10	11
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	0	0
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	0	0
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.7 du dossier de l'unité)	?	88
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées		12

2 • Appréciation sur l'unité

- Avis global :

La production scientifique des membres de l'équipe est quantitativement bonne, et certains d'entre eux ont une activité reconnue dans leur domaine de recherche. Les supports de ces publications sont toutefois le plus souvent hors du périmètre des supports académiques.

La fusion des trois équipes n'a pas donné les résultats escomptés en matière scientifique et en termes de dynamique collective. Le laboratoire n'a que très peu d'activité en tant que tel. Les conditions de cette fusion permettent de comprendre le maintien d'un fonctionnement sur la base des anciennes équipes, au point que le GRSG n'apparaît pas comme un élément de référence pertinent pour les doctorants et les chercheurs rencontrés. Prises séparément, aucune des trois anciennes équipes ne peut cependant être identifiée comme scientifiquement excellente.

Ce défaut d'organisation collective et l'interdisciplinarité évidente de l'équipe se payent par une faible consistance scientifique, très préoccupante en ce qui concerne la formation des (très nombreux) doctorants en science politique.

- Points forts et opportunités :

- Forte internationalisation de certains des membres.
- Travaux sur des thématiques correspondant à une forte demande sociale.
- Forte motivation des doctorants rencontrés (15 étaient présents lors de la visite).
- Taux appréciable de soutenances au cours du quadriennal écoulé.



- Points à améliorer et risques :

- Absence d'instance collective de décision et d'animation scientifique.
- Flou de l'identité scientifique des travaux menés (très faible proportion de publications dans des revues à comité de lecture, faible part de publiants dans l'ensemble des EC).
- Absence d'un réel projet scientifique commun.
- Absence de moyens administratifs.

- Recommandations au directeur de l'unité :

Le comité encourage le directeur de l'unité dans ses démarches en vue de se doter des moyens administratifs aujourd'hui manquants.

Le maintien de l'unité dans sa configuration actuelle impliquerait une structuration de son organisation et de son orientation scientifique qui aurait dû être sinon accomplie au moins bien engagée au cours du précédent contrat quadriennal. Les conditions ne paraissent pas réunies pour que cela soit davantage le cas au cours du prochain contrat.

Dans l'éventualité d'un renouvellement, le Comité recommande :

- d'élaborer de véritables axes de recherche
- de doter l'unité d'un lieu de discussion scientifique régulier (séminaire de laboratoire)
- de doter l'équipe d'une instance délibérative (conseil de laboratoire, assemblée générale...) qui fixe les orientations scientifiques et alloue les moyens

- Données de production :

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet *les fiches individuelles étaient très incomplètes.	9*
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	6
A3 : Taux de producteurs de l'unité [A1/ (N1+N2)]	64.2 %
Nombre d'HDR soutenues	1
Nombre de thèses soutenues	22
Autre donnée pertinente pour le domaine (à préciser...)	



3 • Appréciations détaillées :

- Appréciation sur la qualité scientifique et la production :
 - Pertinence et originalité des recherches, qualité et impact des résultats :

Les éléments fournis dans les documents transmis au Comité et les réponses apportées au cours de la visite sont trop évasifs pour convaincre de la pertinence et de l'originalité des recherches menées. Seuls quelques EC ont des travaux ayant une résonance dans le champ académique (travaux sur la gendarmerie et la sociologie militaire).

- Quantité et qualité des publications, communications, thèses et autres productions :

D'un point de vue quantitatif, les résultats sont bons en termes de thèses soutenues, de chapitres d'ouvrage, d'ouvrages propres et de directions d'ouvrage.

Certains des EC ont une activité de publication tout à fait importante. On compte cependant trop d'EC non publiants ou faiblement publiants.

Le principal problème tient aux supports de publication, et se recoupe en partie. A) Nombre très important de publications dans les supports directement contrôlés par les membres de l'unité. B) Presque aucune publication dans les revues généralistes à rayonnement national et international. C) Trop de publications dans des revues au statut intermédiaire, entre revue scientifique et revue à vocation professionnelle/institutionnelle.

- Appréciation sur le rayonnement, l'attractivité, et l'intégration de l'unité de recherche dans son environnement :
 - Nombre et renommée des prix et distinctions octroyés aux membres de l'unité, y compris les invitations à des manifestations internationales :

Quelques participations individuelles à des manifestations internationales.

- Capacité à recruter des chercheurs, post-doctorants ou étudiants de haut niveau, en particulier étrangers :

Forte proportion de doctorants étrangers et présence régulière de professeurs invités.

- Capacité à obtenir des financements externes, à répondre ou susciter des appels d'offres, et à participer à l'activité des pôles de compétitivité :

Certaines composantes de l'unité ont longtemps exercé des activités d'expertise dans le cadre des diagnostics locaux de sécurité, qui ont permis de maintenir un flux appréciable de financement. Certains membres de l'unité se tournent à présent vers des conventions de recherche (Institut national du cancer et MILDT, ainsi que 2 conventions passées avec l'Institut national des hautes études de la sécurité). Le GRSG a obtenu la responsabilité d'un projet ANR relative aux « risques en cascade », qui apporte un financement substantiel.



- Participation à des programmes internationaux ou nationaux, existence de collaborations lourdes avec des laboratoires étrangers :

L'un des membres est directeur de la maison universitaire franco-mexicaine. Plusieurs autres ont des relations suivies avec des partenaires étrangers.

L'un des membres de l'unité conclura en juin 2010 un projet de master MESU (Master européen en sécurité urbaine) avec diverses universités européennes, notamment la TU de Berlin. On notera que les doctorants de ce groupe sont d'emblée bien intégrés au projet.

Le directeur a évoqué la participation à un PCRD.

- Valorisation des recherches, et relations socio-économiques ou culturelles :

Nombreuses publications dans des revues intermédiaires (voir plus haut). Très bonne insertion dans les milieux professionnels de la sécurité, qui se manifeste par de fréquentes missions d'expertise et par une offre continue de formation des professionnels de la sécurité (notamment gendarmerie et police).

- Appréciation sur la stratégie, la gouvernance et la vie de l'unité:

- Pertinence de l'organisation de l'unité, qualité de la gouvernance et de la communication interne et externe :

L'équipe ne dispose pas d'une instance collective régulière, qui permette la discussion collective de l'orientation scientifique et/ou l'allocation de moyens. Le GRSG n'a pas de véritable existence propre tant les laboratoires préexistants demeurent la base de l'organisation scientifique et logistique. Le sentiment qui s'est dégagé de la rencontre avec le directeur, les EC présents puis les doctorants présents n'a pas convaincu de l'existence d'une véritable organisation collective. La communication interne est à ce point défailante que les doctorants s'estiment relever toujours des équipes anciennes. De l'extérieur, le GRSG n'a aucune existence (absence de site Internet, absence de logo, absence de manifestation scientifique organisée au nom du GRSG).

- Pertinence des initiatives visant à l'animation scientifique, à l'émergence, et à la prise de risques :

Il n'y a pas à proprement parler d'animation scientifique au niveau de l'unité : aucun séminaire régulier de laboratoire n'est organisé. En revanche, des initiatives scientifiques ont été prises par les doctorants, ou de façon ponctuelle par les EC.

L'absence des EC appartenant à d'autres universités (Bordeaux 4, Ecole de management de Bordeaux ou Rennes 2) n'a pas permis d'aborder la question de leur insertion dans les recherches du centre et leurs relations aux autres membres de l'équipe. Les documents transmis ne laissaient pas apparaître de synergies claires.

- Implication des membres de l'unité dans les activités d'enseignement et dans la structuration de la recherche :

Tous les membres du GRSG sont enseignants. Deux d'entre eux sont responsables de masters en lien avec les thématiques de recherche (Politique et sécurité ; Relations internationales et politiques de sécurité).



On notera le nombre très important de doctorants. Leurs conditions matérielles et intellectuelles sont préoccupantes : peu de thèses financées, peu d'aides pour la participation à des colloques (ou octroyées de manière peu claire), très faible socialisation professionnelle à la science politique, pas d'orientation vers des supports de publication reconnus dans la discipline. Le nombre important de HDR (12) n'empêche une forte concentration des directions de thèse (28 pour le directeur par exemple). Malgré cela, une proportion appréciable de thèses arrive en soutenance. La part des docteurs de l'équipe qualifiés par le CNU apparaît en revanche faible, même au regard du nombre de docteurs étrangers potentiellement peu intéressés par la perspective d'une telle qualification et du nombre de docteurs salariés.

- **Appréciation sur le projet :**

- **Existence, pertinence et faisabilité d'un projet scientifique à moyen ou long terme :**

Les quelques paragraphes du projet scientifique restent imprécis quant au fondement scientifique, à l'inscription disciplinaire et aux méthodes de recherche, ce que les échanges lors de la visite n'ont pas permis de clarifier. Un axe sur « conflictualité et sociologie des organisations de contrôle » reprend les thématiques des laboratoires antérieurs.

Un nouveau projet sur les « risques en cascade » est lié à l'ANR (voir plus haut).

Sans que cela ne figure dans les documents transmis au Comité, il a été évoqué à plusieurs reprises au cours de la rencontre un rapprochement entre les économistes de la Toulouse School of Economics et le GRSG. La cohérence et la visée scientifiques d'un tel rapprochement apparaissent à l'heure actuelle très incertaines.

- **Existence et pertinence d'une politique d'affectation des moyens :**

Aucune information ne nous a été transmise sur ces points.

- **Conclusion :**

- **Avis :**

La réunion sur des bases intellectuelles peu claires de trois équipes à la production inégale pouvait difficilement donner lieu à la création d'une unité satisfaisante sur le plan de l'organisation collective et performante du point de vue de la réalisation d'un programme scientifique. Les quelques travaux et chercheurs de qualité présents, le dynamisme de certains d'entre eux, l'apparente unité du thème de la « sécurité globale » ne suffisent pas pour voir dans le GRSG un lieu d'accueil de qualité pour les doctorants et encore moins une base performante pour le développement de la recherche en science politique sur le site toulousain.

- **Points forts et opportunités :**

- Forte internationalisation de certains des membres.
- Travaux sur thématiques correspondant à une forte demande sociale.
- Forte motivation des doctorants rencontrés.
- Taux appréciable de soutenances au cours du quadriennal écoulé.



– Points à améliorer et risques :

- Absence d'instance collective de décision et d'animation scientifique.
- Flou de l'identité scientifique et disciplinaire des travaux menés et du projet déposé.
- Absence de moyens administratifs.

– Recommandations :

Le maintien de l'unité dans sa configuration actuelle impliquerait une structuration de son organisation et de son orientation scientifique qui aurait dû être sinon accomplie au moins bien engagée au cours du précédent contrat quadriennal. Les conditions ne paraissent pas réunies pour que cela soit davantage le cas au cours du prochain contrat.

Groupe de recherche sécurité et gouvernance (GRSG) (EA 4176)

Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
C	C	B	C	C

Dans la rubrique Recommandation du comité de visite spécifie *in fine* que le GRSG nécessite une restructuration de son organisation et de son orientation, pour être de nouveau habilité, tout en indiquant en même temps que les « conditions ne paraissent pas réunies » que cela puisse se faire lors du prochain contrat.

1. Le constat central qui a été fait dans le rapport du Comité de visite correspond pour l'essentiel à une réalité qu'il avait été difficile de voiler lors de l'audition, en dépit de l'intervention du directeur de l'unité. Pour prendre les notations les plus négatives, on relève, le peu de cohérence de l'unité, des organes de gouvernance succincts, des réunions épisodiques, des projets de recherche dispersés, etc. Il n'est pas question de nier cette réalité mais d'en dire candidement les causes et d'évoquer une façon de les contourner.

2. Il eût été possible en théorie de fonder une cohérence et, de là, à mettre en œuvre les modes de gouvernance et de définition des objectifs attendus pour piloter le fonctionnement de ce laboratoire bâti sur le regroupement, imposé lors du dernier contrat quadriennal, de trois centres préexistants. Cette fusion fut une gageure dès lors que son principe a été rejetée dès le départ par deux des composantes (CERP et CDPIAC) invitées à se rattacher à la troisième (le CMJ), dont, au surplus, les deux responsables ont toujours refusé d'avoir de quelconques contacts l'un avec l'autre. Ce qui ne pouvait dès lors que rendre « épisodiques et irrégulières », comme le souligne le rapport, les réunions d'un comité de direction. C'est d'autant plus regrettable qu'à elles deux ces deux composantes, qui ont continuellement choisi de fonctionner sous leurs anciens pavillons (évitant jusqu'à l'usage du sigle GRSG), ne constituent qu'un pourcentage infime des personnels du GRSG, mais paralysant.

3. L'on ne saurait évidemment reprocher aux membres du Comité de visite d'ignorer la genèse d'une situation qui ne pouvait que rendre problématique la mise en cohésion de l'ensemble, en dépit des efforts entrepris par son directeur.

Incidemment, il eût été pertinent que ce dernier fût averti du contenu du courrier dissident de Mme Mandeville (absente de l'audition) adressé au président du comité de visite, afin qu'il eût l'opportunité d'y apporter une réponse appropriée, ne serait-ce qu'orale lors de l'audition. En effet, l'allusion au manque de concertation préalable qu'elle signale et dont fait mention le Comité de visite dans son rapport est un grossier mensonge : plusieurs réunions ont été en effet organisées avec l'ensemble des membres des composantes afin de préparer cette audition ; la dernière en date eut lieu trois jours à peine avant cette audition, en présence du Président de l'Université, et lors de laquelle Mme Mandeville a pris comme tout le monde la parole, sans manifester une quelconque désapprobation.

Outre le fait qu'il a été difficile au directeur du GRSG d'obtenir de ses collègues du CERP et CDPIAC les éléments détaillés qui lui auraient permis de faire un point plus précis sur le bilan et les projets, dont le rapport du Comité souligne le caractère évasif (ce qui est quand même excessif). L'on ne peut manquer non plus de souligner, puisque les membres du Comité semblent y avoir été sensibles, que la minorité des doctorants qui revendiquât, et avec force, sinon obstruction, leur rattachement à l'une des composantes, à l'exclusion du GRSG, n'aurait pas dû être présents puisqu'ils n'étaient pas inscrits dans cette équipe d'accueil, comme en témoigne le listing officiellement transmis par l'École doctorale. Il est vrai que le Comité ne pouvait leur demander à tous de se présenter.

3. Ainsi la majorité des membres du GRSG, *i.e.* ceux qui, Toulousains ou extérieurs, dont les Bordelais porteurs du projet ANR *Risques en cascade*, ont pleinement investi dans l'affiliation

GRSG, la plupart internationalistes et comparatistes, se verraient, dans l'hypothèse d'une dissolution du GRSG, gravement pénalisés, avec les doctorants rattachés à l'équipe dont le nombre est loin d'être négligeable. Sans évoquer, au titre d'autres conséquences, la conduite des projets et des relations qu'entretient l'unité avec les organismes étrangers.

4. Dès lors, une solution demeure envisageable, hors évidemment celle de la non reconduite. Elle est partagée par les responsables d'UT1, attentifs au maintien d'un pôle science politique à la Faculté de droit et de science politique dont ils ont conscience qu'il ne ferait plus sens hors l'existence d'une EA relevant de la discipline et des formations qui y sont adossées. C'est sans doute celle consistant à resserrer les objectifs de l'unité autour de la problématique plus cohésive des relations et de la sécurité internationales, dont, rappelons-le encore, les divers aspects constituent les centres d'intérêt de la majorité des chercheurs. Cette cohérence recouvrée permettra évidemment et naturellement la mise en place des organes de gouvernance avec un véritable conseil de laboratoire pour la gestion et la définition d'une politique de recherche, dont la plupart des objectifs n'ont pu qu'être esquissés (mais néanmoins clairement définis) dans le projet adressé au comité de visite. Par ailleurs, cette reconfiguration apparaîtra plus adaptée à la mise en place d'un nouveau master *Relations internationales et sécurité globale* (en lieu et place de l'ancien), doté de parcours professionnalisés dans des champs répondant à une demande sociale émergente et des parcours recherche. Une reconfiguration devant prendre place dans une coopération plus étroite avec d'autres disciplines, dont l'économie (laquelle à Toulouse est nettement tournée à l'international) ; sur ce point, l'on peut s'étonner des doutes du Comité de visite à propos de la possibilité d'un tel rapprochement (p. 8).

5. Tous sommes parfaitement conscients qu'il est indispensable de poursuivre une politique de publication (reconnue adéquate au plan quantitatif) sur un registre plus qualitatif, du moins au sens de la recherche de supports parmi les plus centraux et les plus référencés ; un effort qui a commencé d'être entrepris dans le passé, bien que certaines des thématiques abordées apparaissent comme marginales (par rapport à celles plus *mainstream*) et donc d'une recevabilité plus difficile auprès de ces supports.

6. De même, mais cela ne pourra se faire qu'en concertation avec l'établissement parent, le financement des thèses devra se poursuivre. Il vaut de souligner que si, indéniablement, il reste faible (ce que pointait déjà le bilan et ce que relève le rapport), il n'en est pas moins supérieur aux moyennes enregistrées pour l'ensemble des thèses relevant de l'École doctorale « Sciences juridiques et politiques » d'UT1. L'on a maintenant l'espoir que l'établissement offrira un soutien administratif et l'habilitation de locaux adéquats dont le directeur avait souligné qu'ils faisaient cruellement défaut, avec nombre de conséquences négatives qu'a aussi indiqué le rapport du Comité.

7. L'on doit redire, en guise conclusion, que l'effacement du GRSG hypothéquerait la pertinence d'une offre de formation internationaliste pour laquelle la demande est forte, en même temps que la pertinence du maintien de la science politique à UT1C. Par ailleurs, l'on sait que les équipes de recherche travaillant sur les problématiques internationalistes ne sont pas nombreuses en France et qu'elles font plus particulièrement défaut dans le Grand Sud. Ainsi l'éviction du GRSG contribuerait à accentuer cette tendance, même si modestement.